



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 23 juin 2003

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Commerce de détail, avril 2003

3

Les ventes au détail ont diminué pour un deuxième mois d'affilée en avril (-0,9 %) pour se chiffrer à 26,1 milliards de dollars. Une diminution importante de la valeur des ventes des stations-service, due à une baisse des prix, et les répercussions du SRAS sur certains détaillants de l'Ontario comptent parmi les facteurs qui expliquent le recul des ventes au détail en avril à l'échelon national.

La fracture numérique dans les écoles : l'accès des élèves à l'utilisation de l'ordinateur

8

Selon un des premiers documents de recherche du nouveau Programme des centres de données de recherche, les écoles semblent jouer un rôle essentiel pour compenser la «fracture numérique» entre les élèves des écoles secondaires rurales et urbaines au chapitre de l'accès à l'ordinateur.

Violence familiale

10

Le quart de toutes les infractions avec violence signalées à un échantillon de services de police en 2001 représentait des cas de violence familiale. Le 31 mars 2002, au total, 55 901 femmes et 45 347 enfants avaient été admis dans 482 refuges pour personnes violentées.

(suite à la page 2)

Le Programme des centres de données de recherche

Le document de recherche, *La fracture numérique dans les écoles canadiennes : facteurs qui ont des répercussions sur l'accès aux technologies de l'information et leur utilisation par les élèves*, est le premier d'une série de documents prévus dans le cadre du nouveau programme des Centres de données de recherche de Statistique Canada.

Ce document analyse l'écart rural-urbain relatif aux ressources en technologies de l'information et des communications (TIC) dans les écoles canadiennes, ainsi que les écarts au chapitre de l'utilisation des TIC et de l'accès à ces technologies chez les élèves des écoles secondaires canadiennes selon le sexe, le statut socioéconomique et l'appartenance à une région rurale ou urbaine.

L'analyse présentée dans ce document a été effectuée au centre de données de recherche de l'Atlantique, à l'université Dalhousie, l'un des neuf centres de données de recherche en activité dans plusieurs universités du pays. Le Programme des centres de données de recherche s'inscrit dans une initiative de Statistique Canada, du Conseil de recherches en sciences humaines et de consortiums universitaires en vue de renforcer les ressources canadiennes en recherche sociale et de soutenir le monde de la recherche axée sur les politiques.

Le document *La fracture numérique dans les écoles canadiennes : facteurs qui ont des répercussions sur l'accès aux technologies de l'information et leur utilisation par les élèves* (81-597-XIF, gratuit) est accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page d'accueil, choisissez *Études*, puis *Possibilités de recherche*, *Centres de données de recherche* et *Documents de recherche*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Patrice de Broucker au (613) 951-3852. Pour plus de renseignements sur le Programme des centres de données de recherche, communiquez avec Gustave Goldmann au (613) 951-1472, Programme des centres de données de recherche.



Pétrole brut et gaz naturel, avril 2003	14
Ventes de gaz naturel, avril 2003	14
Chargements ferroviaires mensuels, avril 2003	15
Statistiques d'exploitation sur l'aviation civile, janvier à avril 2003	15
Transport du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés par pipeline, novembre 2002	16
Les dépenses intérieures brutes au chapitre de la recherche et du développement, 1963 à 2002	16
<hr/>	
Nouveaux produits	17
<hr/>	

Communiqués

Commerce de détail

Avril 2003

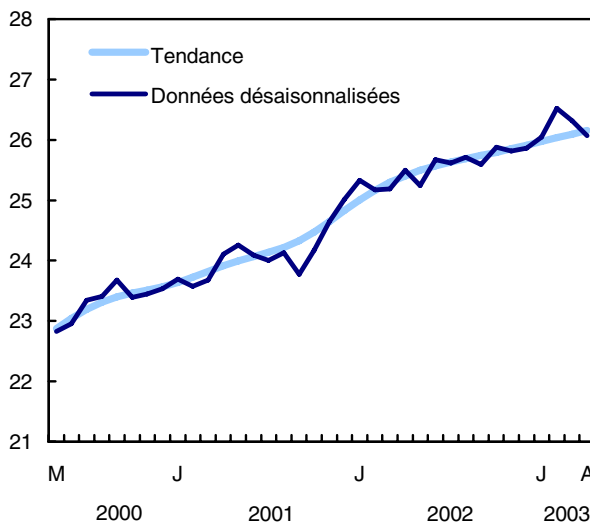
Les ventes au détail ont diminué pour un deuxième mois consécutif en avril. Au cours de ce mois, elles ont reculé de 0,9 %, après avoir diminué de 0,8 % en mars, annulant ainsi la progression de 1,8 % enregistrée en février. En raison de ces baisses, les dépenses des consommateurs dans les magasins de détail se sont chiffrées à 26,1 milliards de dollars en avril, soit pratiquement le même niveau qu'en janvier 2003. Auparavant, les ventes au détail avaient été généralement en hausse depuis le recul marqué survenu en septembre 2001.

Une diminution importante de la valeur des ventes des stations-service, attribuable à une baisse des prix, et les répercussions du SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère) sur certains détaillants de l'Ontario comptent parmi les facteurs qui expliquent le recul des ventes au détail en avril à l'échelon national. Les ventes au détail seraient restées essentiellement inchangées en avril si les stations-service ou la province de l'Ontario avaient été exclus du total national.

En dollars constants, les ventes au détail ont diminué de 0,3 % en avril, après avoir reculé de 0,8 % en mars.

Les ventes au détail ont diminué pour un deuxième mois d'affilée

En milliards de dollars



Note aux lecteurs

Les estimations tirées de l'Enquête mensuelle sur le commerce de détail sont classées d'après la Classification type des industries de 1980.

En avril, les ventes au détail ont diminué chez les détaillants des secteurs de l'automobile (-2,6 %), de l'habillement (-0,9 %) et du meuble (-0,4 %), tandis qu'elles sont restées pratiquement inchangées dans les magasins de marchandises diverses (-0,1 %), dans les pharmacies (+0,1 %) et dans les établissements appartenant à la catégories des «autres magasins» de détail (0,0 %). Cette catégorie comprend notamment les magasins de boissons alcoolisées et d'articles de sport ainsi que les quincailleries et les librairies. Les détaillants du secteur de l'alimentation ont bénéficié de l'unique progression des ventes enregistrée en avril (+0,8 %).

Diminution des ventes des détaillants de Toronto

Les détaillants de l'Ontario ont vu leurs ventes diminuer en avril (-2,6 %). Ce recul est attribuable en partie à l'épidémie du SRAS survenue à Toronto. Toutefois, la baisse des prix de l'essence a également contribué à la diminution de la valeur des ventes au détail. Le recul observé en avril en Ontario a ramené les ventes au détail aux niveaux de l'été 2002.

La baisse des dépenses des consommateurs déclarée par les détaillants de la région métropolitaine de Toronto a été plus de deux fois supérieure au recul observé dans le reste de la province. Des analyses approfondies indiquent que les ventes au détail ont diminué de 3,8 % dans la région métropolitaine de Toronto et qu'elles ont fléchi de 1,8 % dans le reste de l'Ontario.

En avril, les consommateurs de la région métropolitaine de Toronto ont réduit leurs dépenses dans la plupart des secteurs de la vente au détail, à l'exclusion des supermarchés et des épiceries. Ces établissements pourraient avoir profité d'une diminution de la fréquentation dans les restaurants et donc d'une plus grande consommation de repas cuisinés à la maison.

Les ventes au détail dans la région métropolitaine de Toronto représentent environ 40 % du total des ventes en Ontario, et environ 15 % des ventes à l'échelon national. La région métropolitaine de Toronto couvre un vaste territoire d'environ 4,7 millions de personnes qui s'étend des villes de Pickering à Ajax vers l'est à Newmarket vers le nord; et des villes de

Mississauga à Oakville vers le sud de Brampton à Caledon vers l'ouest.

La Saskatchewan (-1,3 %), le Québec (-0,6 %) et le Manitoba (-0,5 %) ont également accusé une baisse de leurs ventes au détail en avril. La majeure partie du recul observé en Saskatchewan s'est concentrée dans le secteur de l'automobile, où les ventes de véhicules automobiles neufs ont chuté de 11,5 % en avril. Néanmoins, en Saskatchewan, les ventes au détail progressent rapidement depuis l'automne 2001.

Au Québec, le fléchissement des ventes au détail en avril a principalement touché les magasins de vêtements et les établissements de la catégorie des «autres magasins» de détail. Dans cette province, les détaillants bénéficient généralement de ventes en hausse depuis l'automne 2001.

Au Manitoba, la plupart des établissements de vente au détail ont constaté une diminution de leurs ventes en avril, à l'exception des magasins d'alimentation. Les ventes au détail ont peu varié au Manitoba depuis le milieu de 2002, après une période de fortes progressions qui avait commencé à l'automne 2001.

Le secteur de l'automobile affiche le recul le plus important à l'échelon national

En avril, une diminution des ventes des stations-service (-10,9 %), des établissements de pièces, d'accessoires et de services pour véhicules automobiles (-0,7 %) et des concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs (-0,3%) a entraîné une baisse des ventes au détail du secteur de l'automobile. D'après l'Indice des prix à la consommation, les prix de l'essence ont diminué de 9,0 % en moyenne de mars à avril.

En dépit d'un important recul en février, les ventes des stations-service augmentent depuis le début de 2002, après avoir généralement diminué tout au long de 2001. Les établissements de pièces, d'accessoires et de services pour véhicules automobiles ont vu leurs ventes pratiquement stagner depuis février 2003, après avoir commencé l'année en affichant une progression de 6,0 % en janvier. Les ventes des établissements de pièces, d'accessoires et de services pour véhicules automobiles ont été très instables en 2002. En avril, les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs ont affiché leur deuxième baisse mensuelle consécutive des ventes, de sorte que leurs ventes sont restées essentiellement inchangées depuis le début de 2002, mais en se maintenant néanmoins à des niveaux record.

Les consommateurs boudent les magasins de vêtements et de meubles

La diminution des dépenses des consommateurs observée en avril dans les magasins du secteur de l'habillement est attribuable à un recul des ventes des magasins de vêtements pour hommes (-3,1 %), des magasins de chaussures (-2,8 %) et des magasins de vêtements pour femmes (-2,0 %). Les établissements appartenant à la catégorie des «autres magasins» de vêtements, qui vendent divers vêtements pour hommes, femmes et enfants, ont été les seuls à déclarer une progression des ventes en avril (+0,5 %). Bien qu'instables, les ventes du secteur de l'habillement stagnent pratiquement depuis le début de 2002.

En avril, les consommateurs ont dépensé 0,4 % de moins dans les magasins de meubles, après avoir accru de 1,0 % leurs achats dans ces établissements en mars. Dans les magasins de meubles, les progressions des ventes ont été relativement modestes depuis le début de 2002, comparativement à la forte croissance affichée par ces magasins d'octobre 2001 à janvier 2002 (+10,0 %).

Dans le secteur des magasins de marchandises diverses, les ventes sont restées pratiquement inchangées en avril (-0,1 %), après avoir reculé de 1,3 % en mars. À l'intérieur de ce secteur, une hausse des dépenses des consommateurs dans les établissements classés dans la catégorie des «autres magasins de marchandises diverses» (+1,8 %) a été neutralisée par un recul des ventes des grands magasins (-1,4 %). Dans le secteur des marchandises diverses, les détaillants affichent des ventes pratiquement au neutre depuis le printemps de 2002, après avoir déclaré de fortes progressions depuis l'automne 2001.

Indicateurs connexes pour mai

Le nombre total d'emplois a légèrement diminué pour un deuxième mois d'affilée en mai (-0,1 %). Le nombre d'emplois créés depuis le début de 2003 n'a été que de 35 000, comparativement au chiffre impressionnant de 249 000 emplois enregistré au cours de la même période en 2002. Le nombre de mises en chantier a diminué pour un troisième mois de suite en mai (-4,7 %). Néanmoins, la construction d'habitations neuves au cours des cinq premiers mois de 2003 a dépassé de 2,4 % les résultats déjà très élevés enregistrés au cours de la période correspondante en 2002. D'après des chiffres provisoires émanant du secteur de l'automobile, le nombre de véhicules automobiles neufs vendus en mai a fait un bond de plus de 8,0 %, rattrapant ainsi la majeure partie du terrain perdu en mars et en avril. En raison du SRAS, la

situation est restée imprévisible en mai dans la région métropolitaine de Toronto, en ce qui a trait à la vente au détail.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 080-0001 à 080-0005 et 076-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2406 et 2408.

Le numéro d'avril 2003 de *Commerce de détail* (63-005-XIB, 16 \$ / 155 \$) paraîtra sous peu. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (detaillantsinfo@statcan.ca). Pour obtenir des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Paul Gratton au (613) 951-3541 (paul.gratton@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.

□

Ventes au détail

	Avril 2002	Janvier 2003 ^r	Février 2003 ^r	Mars 2003 ^r	Avril 2003 ^p	Mars à avril 2003	Avril 2002 à avril 2003
données désaisonnalisées							
	en millions de dollars					var. en %	
Aliments	5 508	5 770	5 783	5 858	5 904	0,8	7,2
Supermarchés d'alimentation et épiceries	5 113	5 376	5 377	5 439	5 499	1,1	7,6
Tous les autres magasins d'alimentation	396	394	405	419	406	-3,0	2,5
Pharmacies et magasins de médicaments brevetés	1 278	1 314	1 315	1 328	1 330	0,1	4,1
Vêtements	1 375	1 373	1 343	1 354	1 342	-0,9	-2,4
Magasins de chaussures	155	152	150	151	146	-2,8	-5,4
Magasins de vêtements pour hommes	121	113	110	107	103	-3,1	-14,8
Magasins de vêtements pour femmes	417	392	384	392	384	-2,0	-7,8
Autres magasins de vêtements	682	717	700	704	708	0,5	3,9
Meubles	1 516	1 547	1 541	1 556	1 550	-0,4	2,3
Magasins de meubles et d'appareils ménagers	1 218	1 225	1 223	1 236	1 235	-0,1	1,4
Magasins d'accessoires d'ameublement	297	321	318	320	314	-1,7	5,7
Véhicules automobiles	10 280	10 412	10 904	10 639	10 364	-2,6	0,8
Concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	6 861	6 695	7 026	6 856	6 838	-0,3	-0,3
Stations-service	1 929	2 180	2 353	2 251	2 005	-10,9	4,0
Magasins de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles et services	1 491	1 537	1 526	1 531	1 521	-0,7	2,0
Magasins de marchandises diverses	2 831	2 881	2 882	2 845	2 842	-0,1	0,4
Grands magasins	1 676	1 697	1 695	1 677	1 654	-1,4	-1,3
Autres magasins de marchandises diverses	1 155	1 184	1 186	1 168	1 189	1,8	2,9
Magasins de détail non classés ailleurs	2 712	2 746	2 752	2 740	2 740	0,0	1,0
Autres magasins de produits semi-durables	778	794	810	790	794	0,5	2,0
Autres magasins de produits durables	676	680	672	671	659	-1,8	-2,5
Autres magasins de vente au détail non classés ailleurs	1 258	1 272	1 270	1 279	1 287	0,6	2,3
Total des ventes au détail	25 501	26 043	26 520	26 319	26 073	-0,9	2,2
Total, excluant les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	18 640	19 348	19 495	19 463	19 235	-1,2	3,2
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	427	432	439	442	444	0,4	4,1
Île-du-Prince-Édouard	113	109	111	110	112	1,4	-1,0
Nouvelle-Écosse	759	760	772	772	778	0,7	2,5
Nouveau-Brunswick	604	605	612	611	621	1,8	2,9
Québec	5 834	5 948	6 056	6 068	6 029	-0,6	3,4
Ontario	9 595	9 811	10 001	9 924	9 667	-2,6	0,7
Manitoba	906	889	894	901	897	-0,5	-1,1
Saskatchewan	744	767	783	797	787	-1,3	5,8
Alberta	3 101	3 196	3 284	3 228	3 240	0,4	4,5
Colombie-Britannique	3 330	3 431	3 469	3 368	3 405	1,1	2,3
Yukon	30	33	36	35	33	-4,1	11,9
Territoires du Nord-Ouest	42	44	45	45	41	-8,9	-2,4
Nunavut	17	18	18	18	18	0,3	9,1

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Ventes au détail

	Avril 2002	Mars 2003 ^r	Avril 2003 ^p	Avril 2002 à avril 2003
données non désaisonnalisées				
	en millions de dollars			var. en %
Aliments	5 177	5 625	5 756	11,2
Supermarchés d'alimentation et épiceries	4 806	5 231	5 347	11,3
Tous les autres magasins d'alimentation	371	394	409	10,3
Pharmacies et magasins de médicaments brevetés	1 240	1 278	1 297	4,7
Vêtements	1 299	1 138	1 266	-2,5
Magasins de chaussures	161	118	149	-7,3
Magasins de vêtements pour hommes	109	82	91	-16,8
Magasins de vêtements pour femmes	414	335	382	-7,6
Autres magasins de vêtements	615	604	644	4,7
Meubles	1 364	1 403	1 378	1,0
Magasins de meubles et d'appareils ménagers	1 084	1 109	1 090	0,5
Magasins d'accessoires d'ameublement	280	293	288	3,0
Véhicules automobiles	11 466	10 424	11 233	-2,0
Concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	8 086	6 901	7 766	-4,0
Stations-service	1 865	2 214	1 926	3,3
Magasins de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles et services	1 516	1 309	1 541	1,7
Magasins de marchandises diverses	2 562	2 453	2 619	2,2
Grands magasins	1 501	1 399	1 524	1,6
Autres magasins de marchandises diverses	1 061	1 054	1 095	3,1
Magasins de détail non classés ailleurs	2 392	2 271	2 445	2,2
Autres magasins de produits semi-durables	677	615	695	2,7
Autres magasins de produits durables	614	548	596	-3,0
Autres magasins de vente au détail non classés ailleurs	1 101	1 108	1 155	4,8
Total des ventes au détail	25 500	24 591	25 995	1,9
Total, excluant les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	17 414	17 691	18 229	4,7
Provinces et territoires				
Terre-Neuve-et-Labrador	417	408	433	3,8
Île-du-Prince-Édouard	104	93	103	-1,1
Nouvelle-Écosse	734	708	747	1,8
Nouveau-Brunswick	603	556	616	2,1
Québec	6 090	5 735	6 289	3,3
Ontario	9 503	9 170	9 555	0,5
Manitoba	897	850	887	-1,2
Saskatchewan	734	736	770	5,0
Alberta	3 057	3 042	3 199	4,7
Colombie-Britannique	3 273	3 194	3 307	1,0
Yukon	28	31	31	8,4
Territoires du Nord-Ouest	42	49	41	-2,8
Nunavut	17	18	18	7,3

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

La fracture numérique dans les écoles : l'accès des élèves à l'utilisation de l'ordinateur

D'après l'un des premiers documents de recherche publiés dans le cadre du nouveau Programme des centres de données de recherche, les écoles semblent jouer un rôle essentiel pour compenser la «fracture numérique» entre les élèves des écoles secondaires rurales et urbaines au chapitre de l'accès à l'ordinateur et de sa fréquence d'utilisation.

Toutefois, il semble en aller autrement en ce qui concerne deux autres formes de fracture numérique, soit l'écart entre les garçons et les filles et l'écart entre les élèves dont les parents sont peu instruits et ceux dont les parents sont très instruits. Les filles, en particulier, ont tendance à posséder des niveaux d'habileté inférieurs à l'égard de l'ordinateur.

La grande majorité des jeunes urbains et des jeunes ruraux, soit environ 96 % dans les deux cas, ont déclaré avoir utilisé un ordinateur au cours des 12 mois précédant l'Enquête sociale générale (ESG) de 2000, qui recueillait des renseignements sur l'utilisation de la technologie. Toutefois, l'étude révèle que les élèves des écoles secondaires rurales sont proportionnellement moins nombreux à disposer d'un ordinateur à la maison que leurs homologues des régions urbaines.

Les données de l'Enquête auprès des jeunes en transition montrent que seulement 8 % des ménages comptant des élèves de 15 et 16 ans dans les villes de 100 000 habitants et plus ont affirmé ne pas avoir d'ordinateur à la maison. Toutefois, la proportion est deux fois plus élevée, soit environ 18 %, chez les élèves des villages de moins de 3 000 habitants.

Par contre, 29 % des élèves qui vivent dans un village rural ont déclaré avoir utilisé l'ordinateur à l'école presque chaque jour, contre seulement 19 % de leurs homologues des villes. De plus, 8 % des jeunes de milieu rural ont déclaré avoir utilisé l'ordinateur à la bibliothèque presque chaque jour, contre seulement 4 % des élèves de milieu urbain.

Cette tendance semble indiquer que les écoles et les localités rurales ont réussi à offrir l'accès à l'ordinateur aux élèves des régions rurales qui n'ont pas d'ordinateur à la maison.

D'après l'ESG, 60 % des élèves ruraux ont appris à se servir de l'ordinateur dans le cadre du programme scolaire, contre seulement 45 % des élèves urbains. En outre, les jeunes urbains sont proportionnellement plus nombreux à affirmer avoir appris par intérêt personnel.

Note aux lecteurs

Le présent article rend compte d'un document de recherche qui analyse l'écart rural-urbain relatif aux ressources en technologies de l'information et des communications (TIC) dans les écoles canadiennes, ainsi que les écarts au chapitre de l'utilisation des TIC et de l'accès à ces technologies chez les élèves des écoles secondaires canadiennes selon le sexe, le statut socioéconomique et l'appartenance à une région rurale ou urbaine.

Les résultats sont fondés sur les données de trois enquêtes. Celles du volet canadien de la Deuxième étude internationale sur la technologie en éducation ont servi à mesurer l'utilisation des ressources technologiques dans les écoles. L'Enquête auprès des jeunes en transition de Statistique Canada a permis d'étudier les tendances de l'accès à l'ordinateur et de son utilisation, les niveaux d'habileté perçus et les attitudes à l'égard de l'ordinateur chez les répondants de 15 et 16 ans. Le cycle 14 de l'Enquête sociale générale (ESG) de Statistique Canada porte également sur l'accès aux TIC, leur utilisation, le niveau d'habileté et les attitudes à l'égard des TIC chez les jeunes qui fréquentent l'école.

Le présent article a été commandé par le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation (CSCE), un partenariat entre Statistique Canada et le Conseil des Ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC) pour le Colloque 2002 du Programme pancanadien de recherche en éducation sur la technologie de l'information et l'apprentissage.

L'analyse résumée dans le présent article a été effectuée au centre de données de recherche de l'Atlantique, à l'Université Dalhousie. Le Programme des centres de données de recherche (CDR) s'inscrit dans une initiative de Statistique Canada, du Conseil de recherches en sciences humaines et de consortiums universitaires en vue de renforcer les ressources canadiennes en recherche sociale et de soutenir le monde de la recherche axée sur les politiques.

Les élèves des régions rurales sont relativement désavantagés

À partir des données du volet canadien de la Deuxième étude internationale sur la technologie en éducation, on a mesuré l'utilisation des ressources technologiques dans les écoles.

Dans l'ensemble, d'après les réponses des directeurs d'école et des professeurs d'informatique, les écoles rurales semblent, à divers égards, être désavantagées par rapport aux écoles urbaines. Les écoles rurales sont proportionnellement moins nombreuses à disposer d'un spécialiste chevronné ou d'un professeur spécialement affecté à l'enseignement de l'informatique.

Les écoles rurales ont déclaré avoir moins accès à des didacticiels et utiliser moins de types de logiciels ciblés et spécialisés que les écoles urbaines. De plus, elles sont moins susceptibles d'offrir aux professeurs d'informatique une formation technique diversifiée.

Par contre, les écoles rurales semblent disposer d'un plus grand nombre d'ordinateurs par élève.

On observe également un léger écart dans les types de tâches pour lesquelles les jeunes ruraux et les jeunes urbains utilisent l'ordinateur. Si les élèves ruraux et les élèves urbains semblent s'adonner aux mêmes types d'activités liées aux TIC, les jeunes urbains sont cependant plus nombreux que leurs homologues ruraux à déclarer avoir navigué sur Internet et utilisé le courrier électronique au cours de l'année précédente.

L'écart dans l'accès à l'ordinateur selon le sexe et le statut socioéconomique

La fracture numérique entre les sexes au chapitre de l'accès à l'ordinateur est peu prononcée. Les données de l'ESG montrent que 97 % des garçons et des filles ont utilisé l'ordinateur au cours de l'année précédant l'enquête. En outre, les données de l'Enquête auprès des jeunes en transition révèlent que 13 % des filles ont déclaré ne pas disposer d'ordinateur à la maison, contre 11 % de leurs homologues masculins. Toutefois, même si les garçons et les filles déclarent des niveaux relativement similaires d'utilisation, les garçons ont tendance à utiliser les ordinateurs de façon plus diversifiée, telle que la programmation, l'utilisation des programmes graphiques et des tableurs électroniques, et de logiciel d'édition électronique.

Environ 57 % des étudiants ont affirmé utiliser leur ordinateur domestique tous les jours, contre seulement 45 % des étudiantes.

Les données révèlent que les étudiantes et les jeunes dont les parents ont un faible niveau d'instruction sont proportionnellement moins nombreux à avoir accès à l'ordinateur à la maison. (Pour les besoins de l'étude, on a mesuré le statut socioéconomique en fonction du niveau d'instruction des parents.) Le tiers des jeunes dont les parents étaient peu instruits ont déclaré ne pas avoir d'ordinateur à la maison, contre 13 % des jeunes dont les parents avaient fait des études secondaires.

Seulement 7 % des jeunes dont les parents avaient fait des études postsecondaires ont affirmé ne pas avoir d'ordinateur à la maison. Les élèves ayant déclaré ne pas avoir utilisé d'ordinateur au cours des 12 mois précédant l'ESG étaient habituellement issus de familles dont au moins un des parents avait un faible niveau d'instruction.

Ces jeunes dont les parents ont un faible niveau d'instruction semblent avoir accès à l'ordinateur à l'école ou à la bibliothèque autant que les élèves qui proviennent des ménages plus scolarisés. Cette tendance semble indiquer que les étudiantes et les jeunes issus de ménages dont les parents sont moins instruits ne sont pas désavantagés à l'école. Toutefois, ces élèves ne compensent pas l'absence d'ordinateur à la maison en utilisant davantage l'ordinateur à l'école ou à la bibliothèque.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 4435 et 4505.

Le document de recherche *La fracture numérique dans les écoles canadiennes : facteurs qui ont des répercussions sur l'accès aux technologies de l'information et leur utilisation par les élèves* (81-597-XIF, gratuit) est accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page d'accueil, choisissez *Études*, ensuite *Possibilités de recherche*, puis *Centres de données de recherche*, et sélectionnez *Documents de recherche*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Patrice de Broucker au (613) 951-3852. Pour plus de renseignements sur le Programme des centres de données de recherche, communiquez avec Gustave Goldmann au (613) 951-1472, Programme des centres de données de recherche. ■

Violence familiale

Le quart de toutes les infractions avec violence signalées à un échantillon de services de police en 2001 représentait des cas de violence familiale, selon la sixième édition annuelle du rapport *La violence familiale au Canada : un Profil statistique*.

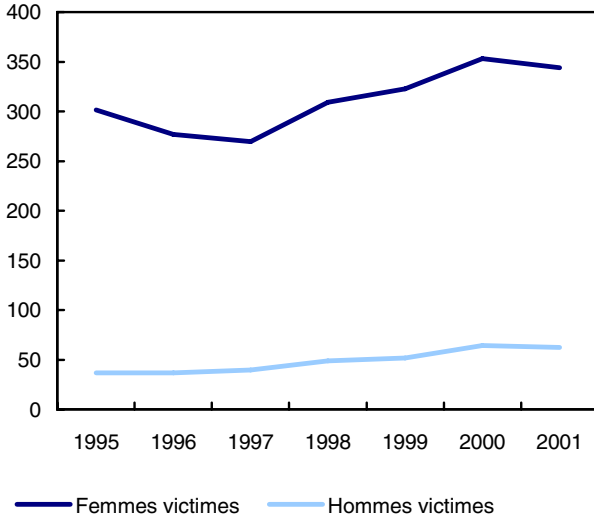
Les deux tiers de ces cas comportaient des actes de violence commis par un conjoint ou un ex-conjoint, et dans 85 % des cas, les victimes étaient des femmes.

Entre 1995 et 2001, le taux d'affaires de violence conjugale déclarées par la police a augmenté à la fois chez les femmes et les hommes. Au cours de la même période, les enquêtes sur les victimes d'actes criminels montrent que les victimes peuvent être maintenant plus enclines à signaler leur expérience à la police que par le passé.

La gravité de la violence familiale et ses conséquences pour les femmes et leurs enfants ont mobilisé les groupes communautaires et les gouvernements, qui ont pris des mesures et adopté des stratégies en vue de réduire la violence au sein des familles. Un aspect vital de l'intervention générale est le système de refuges pour les femmes violentées et leurs enfants. Entre 1992 et 2002, le nombre de refuges au Canada est passé de 376 à 524.

Tendances des affaires de violence conjugale signalées à la police

Taux pour 100 000 habitants de 15 ans et plus



Le 31 mars 2002, au total, 55 901 femmes et 45 347 enfants avaient été admis dans les 482 refuges qui ont participé à l'Enquête sur les maisons

Note aux lecteurs

Le présent communiqué est fondé sur l'édition de 2003 du rapport *La violence familiale au Canada : un profil statistique*, dont le financement provient de l'Initiative de lutte contre la violence familiale du gouvernement fédéral. Cette sixième édition annuelle met l'accent sur les interventions du système en matière de violence conjugale, qui comprennent des mesures policières, les tribunaux spécialisés et les maisons d'hébergement, et qui ont été mises en place pour faire face à la violence familiale et aux besoins des victimes.

Le présent rapport compte cinq chapitres qui portent sur la violence conjugale, la violence dans la famille à l'endroit des personnes âgées, la violence familiale à l'endroit des enfants et des jeunes, les refuges pour les femmes violentées et leurs enfants, et le dernier, dans lequel on décrit les initiatives entreprises par les systèmes judiciaires et correctionnels dans l'ensemble du Canada en vue d'améliorer leurs interventions auprès des victimes et des auteurs de violence familiale.

Le présent rapport s'appuie sur plusieurs sources, notamment le Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire, l'Enquête sur les homicides, l'Enquête sur les maisons d'hébergement, l'Enquête sociale générale sur la victimisation de 1999 et l'Enquête sur la morbidité hospitalière.

Le quart de tous les crimes avec violence signalés à un échantillon de services de police en 2001 représentait des cas de violence familiale, selon la sixième édition annuelle du rapport *La violence familiale au Canada : un profil statistique*.

d'hébergement. La majorité des enfants avaient moins de 10 ans.

Les refuges pour femmes violentées et leurs enfants existent dans tous les territoires et provinces et offrent un vaste éventail de services, dont l'hébergement d'urgence et à long terme ainsi que les services de counselling et de soutien durant les comparutions devant un tribunal.

Aperçu instantané des refuges : la majorité des femmes et des enfants cherchent à échapper à la violence

Chaque année, l'Enquête sur les maisons d'hébergement prend un aperçu statistique «instantané» des activités des refuges durant une seule journée.

Le 15 avril 2002, au total, 3 287 femmes et 2 999 enfants résidaient dans un refuge au Canada. La majorité, soit 73 % des femmes et 84 % des enfants, s'y trouvaient pour échapper à la violence. La plupart demeuraient dans des maisons d'hébergement qui offrent un séjour à court ou à moyen terme.

Le jour de l'instantané, au total, 115 refuges ont été dirigés par 295 femmes et 257 enfants vers un autre établissement. Dans les trois quarts de ces cas, les refuges étaient complets.

Les mauvais traitements prennent plusieurs formes, dont l'agression sexuelle, les voies de fait, les menaces, le harcèlement ainsi que l'exploitation financière et psychologique. Le quart des femmes et 16 % des enfants se trouvaient dans les refuges pour d'autres raisons, notamment les difficultés liées au logement et à la santé mentale ainsi que la dépendance à l'alcool et aux drogues.

Au nombre des femmes qui ont quitté les refuges le jour de l'instantané, seulement 12 % ont indiqué qu'elles retournaient à leur conjoint. Le quart ont quitté le refuge pour se rendre à un logement de rechange, tel qu'un refuge de deuxième étape, un refuge hors de la province ou du territoire, ou un autre refuge d'urgence. Pour 25 % de ces femmes, leur lieu de résidence était inconnu.

Environ 19 % de ces femmes se sont rendues à un autre type de logement, 12 % sont allées demeurer chez des amis ou des parents et 8 % sont rentrées à la maison sans leur conjoint.

En 2001-2002, aucun refuge au Canada n'offrait de services d'hébergement uniquement aux hommes victimes de violence familiale. Toutefois, certains refuges offraient des services aux hommes violentés par un membre de la famille. Durant l'année qui a pris fin le 31 mars 2002, au total, 18 hommes ont été admis dans un refuge pour des motifs liés à la violence familiale.

Les taux de violence conjugale déclarée par la police sont supérieurs en ce qui concerne les femmes

Les taux de violence conjugale déclarée par la police ont fluctué entre 1995 et 2001, mais ont augmenté de façon générale chez les deux sexes. Toutefois, les taux étaient de beaucoup inférieurs chez les hommes.

En 2001, il y a eu 344 affaires pour chaque tranche de 100 000 femmes de 15 ans et plus dans la population, comparativement à 302 en 1995. En ce qui concerne les hommes, on a dénombré 62 affaires pour chaque tranche de 100 000 hommes dans la population, marquant une hausse par rapport aux 37 affaires enregistrées six ans plus tôt.

Dans le présent rapport, la violence conjugale comprend les cas de meurtre, de tentatives de meurtre, d'agression sexuelle, de voies de fait, de menaces, de harcèlement criminel et les autres infractions avec violence où l'accusé est le conjoint, l'ex-conjoint ou le conjoint de fait de la victime.

On a usé de force physique dans 72 % des affaires dont les victimes étaient des femmes et 64 % des affaires pour lesquelles elles étaient des hommes. La violence physique est souvent accompagnée de menaces verbales. Toutefois, parce que la violence physique est considérée comme plus grave, c'est la seule infraction qui est enregistrée lorsque les deux

sont présentes. Cette situation peut avoir entraîné un certain sous-dénombrement du recours aux menaces.

Les menaces représentaient la forme de violence la plus grave dans 14 % des cas signalés à la police en 2001, et elles ont été utilisées plus souvent à l'endroit des victimes féminines que masculines. Des armes ont été utilisées dans 21 % des affaires dont les victimes étaient des hommes, mais dans seulement 9 % des cas de violence à l'endroit des femmes.

La police a porté des accusations dans 80 % de tous les cas de violence conjugale. Elle a procédé à une mise en accusation dans 81 % des cas faisant des victimes féminines ainsi que dans 69 % des affaires pour lesquelles les victimes étaient des hommes.

L'accusation la plus commune qui a été portée dans les affaires de violence conjugale était les voies de fait simples, soit dans 6 cas sur 10.

Les accusations sont moins probables dans les affaires de harcèlement criminel

L'infraction de harcèlement criminel est entrée en vigueur en 1993. En 2001, il y a eu 7 610 affaires de harcèlement criminel qui ont été signalées à la police, impliquant 5 258 accusés et faisant 8 023 victimes. Ces données ont été déclarées par 154 services policiers, représentant 59 % du volume national de la criminalité signalée.

En 2001, 53 % des victimes féminines et 26 % des victimes masculines de harcèlement criminel ont été traquées par un conjoint ou un amoureux.

Un peu plus de la moitié des affaires de harcèlement criminel à l'endroit d'un partenaire ont entraîné le dépôt d'accusations par la police, pourcentage qui est inférieur à celui de tous les cas de violence conjugale.

Des accusations ont été portées dans 57 % des cas de harcèlement criminel à l'endroit de victimes féminines, comparativement à 39 % des cas où les victimes étaient de sexe masculin.

La violence dans la famille à l'endroit de personnes âgées est peu fréquente

En 2001, les personnes de 65 ans et plus représentaient le groupe d'âge le moins susceptible d'être victime d'un crime avec violence.

Le taux de crimes avec violence à l'endroit de personnes âgées déclarés par la police était de 157 pour 100 000 habitants. Ce taux était de 14 fois inférieur au taux chez les jeunes de 18 à 24 ans, soit le groupe d'âge qui présentait le taux le plus élevé de victimisation.

Le taux de violence familiale à l'endroit des personnes âgées, soit de 49 affaires

pour 100 000 habitants, était légèrement plus élevé chez les femmes que chez les hommes, pour lesquels il s'est établi à 40.

Les hommes ont été les auteurs de la violence dans la famille à l'endroit de personnes âgées dans 82 % de tous les cas en 2001. Parmi les victimes de violence familiale, plus du tiers des victimes féminines âgées ont été agressées par un conjoint et le tiers, par un enfant adulte.

Par contraste, près de la moitié des hommes âgés ont été victimisés par un enfant adulte et le cinquième, par un conjoint.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 256-0013 à 256-0017.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3302, 3315 et 3328.

Le numéro de 2003 de la publication *La violence familiale au Canada: un profil statistique* (85-224-XIF,

gratuite) est maintenant accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites* puis *Justice*. Cette publication est aussi disponible en version imprimée en en faisant la demande au Centre national d'information sur la violence dans la famille au (613) 957-2938 ou en composant sans frais le 1 800 267-1291.

La publication *Juristat : Les refuges pour femmes violentées au Canada, 2001-2002*, vol. 23, n° 4 (85-002-XIF20030048418, 8 \$ / 70 \$; 85-002-XP20030048418, 10 \$ / 93 \$) paraît également aujourd'hui de même que le document *Fiche d'information des maisons d'hébergement, 2001-2002* (85-404-XIF, gratuit). Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. □

Nombre de femmes et d'enfants résidant dans des refuges et les raisons de l'admission, selon le type d'établissement, au 15 avril 2002

	Femmes				Enfants à charge			
	Mauvais traitements ¹		Aucun mauvais traitement ²		Mauvais traitements ¹		Aucun mauvais traitement ²	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Total	2 401	73	886	27	2 513	84	486	16
Maison d'hébergement	1 219	84	238	16	1 094	94	64	5
Maison d'hébergement de deuxième étape	542	95	28	5	760	98	17	2
Réseau de maisons d'hébergement	16	94	0	0	12	100	0	0
Centre d'urgence pour femmes	230	42	311	57	260	55	215	45
Refuge d'urgence	253	65	134	35	328	94	20	6
Centre de ressources familiales	23	40	34	60	15	22	52	78
Autres ³	117	45	139	54	44	30	105	70

¹ Comprend les voies de fait, l'agression sexuelle, les menaces, le harcèlement, l'exploitation financière et la violence psychologique.

² Comprend les difficultés liées au logement, les problèmes de santé mentale, la dépendance à l'alcool ou à la drogue et d'autres raisons.

³ Comprend les centres ruraux de prévention de violence familiale, les logements provisoires et les autres types d'établissement.

Nombre d'admissions annuelles dans les refuges, par province et territoire, 2001-2002

	Total	Admissions ¹	
		Femmes	Enfants
Canada	101 248	55 901	45 347
Terre-Neuve-et-Labrador	1 162	693	469
Île-du-Prince-Édouard	232	113	119
Nouvelle-Écosse	1 897	1 117	780
Nouveau-Brunswick	2 131	1 224	907
Québec	21 148	14 379	6 769
Ontario	34 588	18 066	16 522
Manitoba	6 565	2 911	3 654
Saskatchewan	4 572	2 088	2 484
Alberta	10 642	5 086	5 556
Colombie-Britannique	15 909	9 168	6 741
Yukon	754	417	337
Territoires du Nord-Ouest	1 030	397	633
Nunavut	618	242	376

¹ Une personne peut être admise plus d'une fois pendant la période de déclaration.

Pétrole brut et gaz naturel

Avril 2003 (données provisoires)

En avril, la production de pétrole brut a atteint 10 941 900 mètres cubes, en baisse de 4,3 % par rapport à avril 2002. Les exportations de pétrole brut, qui représentent 57,1 % de la production totale, ont chuté de 12,9 % par rapport à avril 2002.

Pétrole brut et gaz naturel

	Avril 2002	Avril 2003	Avril 2002 à avril 2003 var. en %
en milliers de mètres cubes			
Pétrole brut et hydrocarbures¹			
Production	11 435,6	10 941,9	-4,3
Exportations	7 180,8	6 251,0	-12,9
Importations ²	3 623,0	3 712,0	2,5
Aux raffineries	7 576,5	8 408,3	11,0
en millions de mètres cubes			
Gaz naturel³			
Production de gaz marchand	14 208,7	13 824,6	-2,7
Exportations	8 215,2	8 638,8	5,2
Ventes intérieures ⁴	6 429,3	6 567,8	2,2
Janv. à avril 2002	Janv. à avril 2003	Janv. - avril 2002 à janv. -avril 2003	
en milliers de mètres cubes			
Pétrole brut et hydrocarbures¹			
Production	44 578,7	44 853,4	0,6
Exportations	27 009,7	27 497,3	1,8
Importations ²	16 632,1	17 251,8	3,7
Aux raffineries	33 915,6	34 888,3	2,9
en millions de mètres cubes			
Gaz naturel³			
Production de gaz marchand	58 412,7	58 159,5	-0,4
Exportations	35 908,7	37 001,9	3,0
Ventes intérieures ⁴	30 049,6	32 157,3	7,0

¹ La différence entre l'utilisation et l'approvisionnement provient des variations des stocks, de la consommation de l'industrie pétrolière, et autres.

² Il s'agit du pétrole brut en provenance des pays étrangers reçu par les raffineries canadiennes. Les chiffres diffèrent de ceux de la Division du commerce international, en raison du manque de synchronisme de l'arrivée des documents et de l'inclusion des importations entrant au Canada pour être exportées à nouveau.

³ La différence entre l'utilisation et l'approvisionnement provient des variations des stocks, du carburant utilisé par les gazoducs, des pertes dans les gazoducs, des fluctuations de pression dans les réseaux, et autres.

⁴ Incluent les ventes directes.

La production cumulative de pétrole brut s'est accrue de 0,6 % par rapport à la même période en 2002 et les exportations ont augmenté de 1,8 %.

La production de gaz naturel marchand a chuté de 2,7 % comparativement à avril 2002. Les ventes intérieures (+2,2 %) et les exportations (+5,2 %) ont augmenté par rapport à la même période en 2002.

La production cumulative de gaz naturel a diminué de 0,4 % comparativement à la même période en 2002. Les ventes intérieures cumulatives ont augmenté de 7,0 % et les exportations cumulatives ont crû de 3,0 %.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 126-0001 et 131-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2198.

Il est possible d'obtenir les données provisoires à l'échelon provincial pour avril 2003 contre recouvrement des coûts.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*energ@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Ventes de gaz naturel

Avril 2003 (données provisoires)

Les ventes de gaz naturel ont totalisé 6 562 millions de mètres cubes en avril, en hausse de 2,1 % comparativement à avril 2002. Les trois secteurs (résidentiel, commercial et industriel) ont enregistré une augmentation des ventes. Un temps plus froid que d'habitude dans l'Est du Canada a contribué à une légère hausse des ventes destinée au secteur résidentiel (+0,8 %). Les ventes destinées aux secteurs commercial (+6,6 %) et industriel (+1,2 %) ont connu une hausse.

Les ventes cumulatives de janvier à avril se sont accrues de 7,2 % comparativement à la même période en 2002. Les secteurs résidentiel (+8,7 %) et commercial (+10,6 %) ont enregistré des gains. L'utilisation du gaz naturel par le secteur industriel (y compris les ventes directes) a augmenté de 4,7 % par rapport à avril 2002. Cette hausse s'explique par une demande plus élevée de gaz naturel de la part des services d'électricité.

Ventes de gaz naturel

	Avril 2003 ^P	Avril 2002	Avril 2002 à avril 2003 var. en %
	en milliers de mètres cubes		
Ventes totales	6 561 545	6 423 891	2,1
Résidentielles	1 708 317	1 695 479	0,8
Commerciales	1 317 565	1 236 165	6,6
Industrielles	1 769 220	1 570 520	1,2
Directes	1 766 443	1 921 727	
données cumulatives			
	2003 ^P	2002	2002 à 2003 var. en %
	en milliers de mètres cubes		
Ventes totales	32 173 576	30 026 069	7,2
Résidentielles	9 668 880	8 896 909	8,7
Commerciales	7 321 954	6 622 948	10,6
Industrielles	7 230 050	6 771 120	4,7
Directes	7 952 692	7 735 092	

^P Données provisoires.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 129-0001 à 129-0004 (ces tableaux seront mis à jour plus tard).

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2149.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (energ@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Pierre Després au (613) 951-3579 (pierre.despres@statcan.ca), avec Tom Lewis au (613) 951-3596 (tom.lewis@statcan.ca), ou avec Lloyd Cundell au (613) 951-7346 (lloyd.cundell@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Chargements ferroviaires mensuels

Avril 2003

En avril 2003, les chargements de wagons de marchandises sur les chemins de fer canadiens (non compris les chargements de type intermodal) ont totalisé 256 000 wagons et 20 millions de tonnes métriques. Cela représente une baisse de 8,6 % du tonnage par rapport à avril 2002.

Une augmentation de 2,7 % du tonnage a été enregistrée de mars à avril 2003. Cette hausse reflète en partie la reprise de la navigation sur la voie maritime du Saint-Laurent, celle-ci étant fermée durant l'hiver.

Des hausse enregistrées dans les chargements de blé, de potasse, de charbon ainsi que de bois d'oeuvre ont annulé les baisses dans les chargements de minerai de fer, de carburants et d'hydrocarbures gazeux. Ces deux derniers suivent une tendance saisonnière liée aux besoins énergétiques élevés de l'hiver.

Le tonnage cumulatif des chargements de marchandises (à l'exclusion des chargements de type intermodal) durant les quatre premiers mois de 2003 a atteint 75,1 millions de tonnes métriques contre 80,1 millions de tonnes au cours de la même période en 2002.

Les chargements de type intermodal, qui correspondent aux conteneurs sur wagons plats ainsi qu'aux remorques sur wagons plats, ont augmenté de 7,8 % par rapport à la même période en 2002. Un peu moins de 2,3 millions de tonnes métriques de marchandises de type intermodal ont été chargées en avril 2003, en hausse de 4,6 % par rapport à mars.

Données stockées dans CANSIM : tableau 404-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2732.

Le numéro d'avril 2003 de *Chargements ferroviaires mensuels*, vol. 80, n° 4 (52-001-XIF, 8 \$ / 77 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jean-Robert Larocque au 1 866 500-8400 (statistiquesdutransport@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur : (613) 951-0009. ■

Statistiques d'exploitation sur l'aviation civile

Janvier à avril 2003

Il est maintenant possible d'obtenir les données opérationnelles mensuelles de janvier à avril 2003 sur l'aviation civile.

Données stockées dans CANSIM : tableau 401-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5026.

Les données opérationnelles de janvier à avril 2003 sur l'aviation civile pour Air Canada paraîtront dans le prochain numéro de la publication *Aviation: bulletin de service*, vol. 35, n° 4 (51-004-XIB, 8 \$). Une version imprimée est également offerte sur demande. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lisa Di Piéto au (613) 951-0146 (lisa.dipietro@statcan.ca), Division des transports. ■

Transport du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés par pipeline

Novembre 2002

Les données sur les arrivages nets par pipeline de pétrole brut et d'équivalents, de gaz de pétrole liquéfié et de produits pétroliers raffinés, ainsi que celles sur les exportations de pétrole brut par pipeline et sur les livraisons de pétrole brut par pipeline aux raffineries canadiennes sont maintenant disponibles pour novembre 2002.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 133-0001 à 133-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2148 et 2191.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie ■

Les dépenses intérieures brutes au chapitre de la recherche et du développement

1963 à 2002

La série complète sur *Les dépenses intérieures brutes au titre de la recherche et du développement (DIRD)*, est maintenant disponible dans Cansim. Cette série comprend les totaux pour le Canada, de 1963 à 2002 (les données sont provisoires pour 2001 et 2002) et les totaux pour les provinces, de 1979 à 2000. Ce tableau inclut les variables, tels la géographie, le financement, l'exécution ainsi que le type de science.

Données stockées dans CANSIM : tableau 358-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 4201, 4204, 4208, 4209 et 4212.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Janet Thompson au (613) 951-2580 (janet.thompson@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. Télécopieur : (613) 951-9920. ■

Nouveaux produits

Chargements ferroviaires mensuels, avril 2003, vol. 80, n° 4
Numéro au catalogue : 52-001-XIF (8 \$/77 \$).

Commerce de gros, avril 2003, vol. 66, n° 4
Numéro au catalogue : 63-008-XIB (14 \$/140 \$).

Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes, mars 2003, vol. 35, n° 3
Numéro au catalogue : 63-011-XIF (6 \$/55 \$).

La fracture numérique dans les écoles canadiennes : facteurs qui ont des répercussions sur l'accès aux technologies de l'information et leur utilisation par les élèves,
Numéro au catalogue : 81-597-XIF (gratuit).

Sommaire statistique de l'état civil selon la localité, 2000
Numéro au catalogue : 84F0001XPB (20 \$).

Juristat : Les refuges pour femmes violentées au Canada, 2001-2002, vol. 23, n° 4
Numéro au catalogue : 85-002-XIF20030048418 (8 \$/70 \$).

Juristat : Les refuges pour femmes violentées au Canada, 2001-2002, vol. 23, n° 4
Numéro au catalogue : 85-002-XPB20030048418 (10 \$/93 \$).

La violence familiale au Canada : un profil statistique, 2003
Numéro au catalogue : 85-224-XIF (gratuit).

Fiche d'information des maisons d'hébergement, 2001-2002
Numéro au catalogue : 85-404-XIF (gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.


Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (anglais) 11-001-XIF (français) 11-001-XIF (français)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Nouvelles de 8 h à 11 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les anticipatifs à court terme 10
- Ajuste de l'année précédente, septembre-hors-trimètre le 31 mai 1997 11
- Production d'acier, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 10



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.